ACRESA
Academie De Recherche Stratégique Africaine

Campagne de production de savoirs sur les villes Africaines

Centenary City, ville nouvelle programmée dans la périphérie d'Abuja, au Nigeria. Vue d'artiste. Eagle Hills

Entretien avec Jérôme Chenal
Propos recueillis par El Hadj Saïdou BA
Chef de projet : Cheikh Cissé

Production ACRESA – Tout usage devra être expressément demandé - © ACRESA 2021

Dr Jérôme Chenal est un architecte et urbaniste spécialiste des villes africaines. Il est actuellement Professeur et Directeur de la CEAT à l'École Polytechnique de Lausanne (EPFL). Sa thèse de doctorat porte sur la planification urbaine en Afrique de l'Ouest avec les cas d'étude de Dakar et d'Abidjan.

I - Changement climatique & résilience

Pouvez-vous parler des grands enjeux liés au changement climatique dans les villes africaines ? Quels sont les principaux secteurs concernés par le changement climatique ?

Les plus grands enjeux sont liés aux épisodes pluvieux, ces derniers entraînent des inondations, qui vont impacter et gommer la structure naturelle. L'urbanisation étant mal maîtrisée, elle a créé des problèmes d'inondations. Avec le changement climatique, il y a plus de pluie, cette pluie qui devrait être reçue comme une bénédiction devient très vite un fléau, car le système naturel est incapable de résister. De plus, l'urbanisation est telle que de nombreuses habitations sont construites dans des zones facilement inondables, à Dakar par exemple, de nombreuses constructions existent dans les Niayes, zones particulièrement exposées aux inondations.

Ainsi, le changement climatique et son impact touchent principalement le secteur de l'habitat et les habitations, néanmoins ce ne sont pas les seuls impactés. En effet, les inondations vont avoir pour effet d'augmenter l'insalubrité, par conséquent, la question des maladies liées à l'eau va tout de suite se poser, notamment les maladies transmises par les moustiques et d'autres types d'insectes. À ce problème, il faut ajouter qu'après une inondation le transport est rendu extrêmement difficile, le secteur touché n'est de cette façon pas uniquement les habitations, mais l'habitat en général.

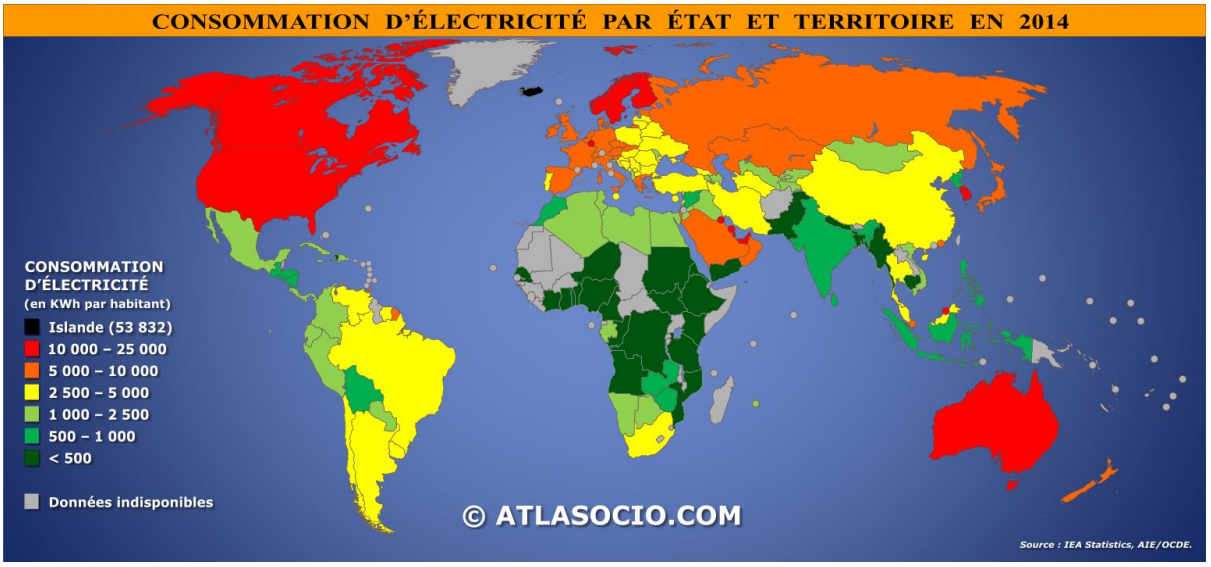
Inondations a Dakar 2020, BFM TV

Aujourd'hui, le changement climatique et ses impacts ne sont plus à démontrer. Pourtant, les politiques urbaines sur le continent africain sont orientées prioritairement vers d'autres secteurs. Les décideurs publics adoptent-ils la bonne stratégie en reléguant en second rang les problématiques relatives au changement climatique ? Quelles stratégies préconisez-vous ?

Le changement climatique n'est pas mis au second plan, il n'est tout simplement pas pris en compte. Il y a beau y avoir de grands textes internationaux, sur le terrain rien n'est mis en place dans les projets d'urbanisme pour répondre au changement climatique. Pour l'instant, nous sommes loin d'avoir une réelle réflexion sur l'adaptation possible et nécessaire. On se concentre davantage sur la mitigation, et là encore, elle est très peu prise en compte dans les projets d'urbanisme. En termes d'adaptation, il faudrait d'abord déguerpir les gens placés aux mauvais endroits, c'est- à- dire dans les zones à risques. Cependant, ceci est particulièrement complexe à réaliser à cause de réformes foncières. Les décideurs ne mettent pas le changement climatique dans leur priorité et la même chose peut être observée chez les populations. En effet, les habitants ne croient pas forcément à ce changement climatique et rêvent de modernité, ils n'ont donc aucune envie de changer de système. Il n'y a pas de vrais projets qui prennent en compte les inondations et les soucis dus à l'augmentation de la pluie. Au lieu de protéger l'habitat, on protège les investissements, face aux inondations, on a par exemple surélevé les routes pour les protéger ces dernières représentent des investissements massifs. La réflexion n'existe qu'en termes de profit et non en termes de changement climatique.

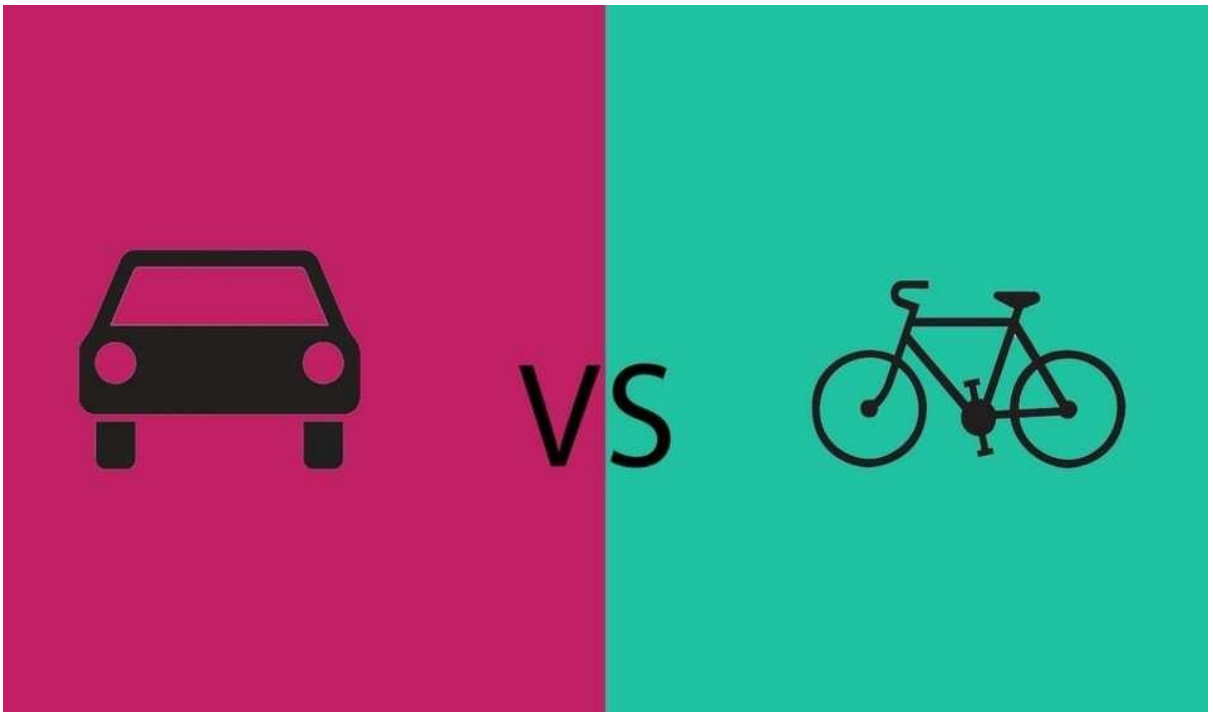
L'urbanisation en cours sur le continent est corrélée à une croissance économique (non inclusive), centrée principalement sur la forte consommation d'énergies fossiles, carbonées. Au regard de cette réalité, faut-il prôner la décroissance économique pour préserver l'environnement ? Quelles stratégies de résilience face au changement climatique préconisez-vous dans les principaux secteurs concernés ?

Il est dur de pousser à la décroissance économique, car c'est avant tout une question de modèle. On a désormais en Afrique une classe émergente qui aspire à un développement économique. Malgré cela, en réalité les villes africaines sont les plus durables en termes de ratio dépense énergétique par habitant. Les villes africaines sont peu consommatrices par rapport aux villes du Nord. On a tendance à taper sur les plus pauvres, car ils ne trient pas leurs déchets, font leurs besoins aux mauvais endroits. Mais les pollutions engendrées par ces comportements sont moindres par rapport à la consommation qu'on peut avoir dans les villes plus "développées". Au contraire, les bidonvilles les plus précaires sont les plus durables dans le sens où ils utilisent peu d'énergie. Dans les villes africaines, on se retrouve donc avec une partie de la population qui ne consomme rien et une autre qui aspire à consommer de plus en plus. Il est difficile d'empêcher ces gens d'aspirer à consommer plus, car il est complexe de dire : *" vous ne consommez rien, c'est bien continuez comme ça*" surtout qu'il n'y a qu'un infime pourcentage d'individus qui pense que c'est important et qu'il faille faire attention. Personne ou presque ne veut entendre parler de décroissance. La consommation verte peut-être préconisée, cette consommation même verte, reste de la consommation. Les villes africaines sont à l'image du reste du monde dans le sens ou rien de concret ne se passe en terme de changement de paradigme pour protéger l'environnement. L'économiste Georgescu-Roegen est d'avis que la décroissance est à préconiser et que le recyclage n'est pas suffisant, mais nous en sommes encore loin.



Cependant, en Afrique, on a encore le choix de la mobilité, ce qui influence grandement le type de consommation. Les élites ont un rôle crucial à jouer. À ce jour, les élites aspirent à

une mobilité en voiture, car la voiture est un objet de désir, mais s'ils arrivent à pousser les gens vers une mobilité moins polluante, ils auraient un grand impact. Il y a une véritable question d'exemplarité des élites, car tout le monde veut faire comme eux, c'est une question de modèle, pour l'instant le 4x4 est un symbole de réussite, mais si on peut rendre le vélo et le déplacement à pied désirables…



L'Afrique et le choix de la mobilité, Carodisiac.com

"À ce jour, les élites aspirent à une mobilité en voiture, car la voiture est un objet de désir,[...]pour l'instant le 4x4 est un symbole de réussite, mais si on peut rendre le vélo et le déplacement à pied désirables…

I - Énergies et gestion des ressources naturelles

À votre connaissance, avec quels types d'énergie les villes africaines fonctionnent-elles principalement ?

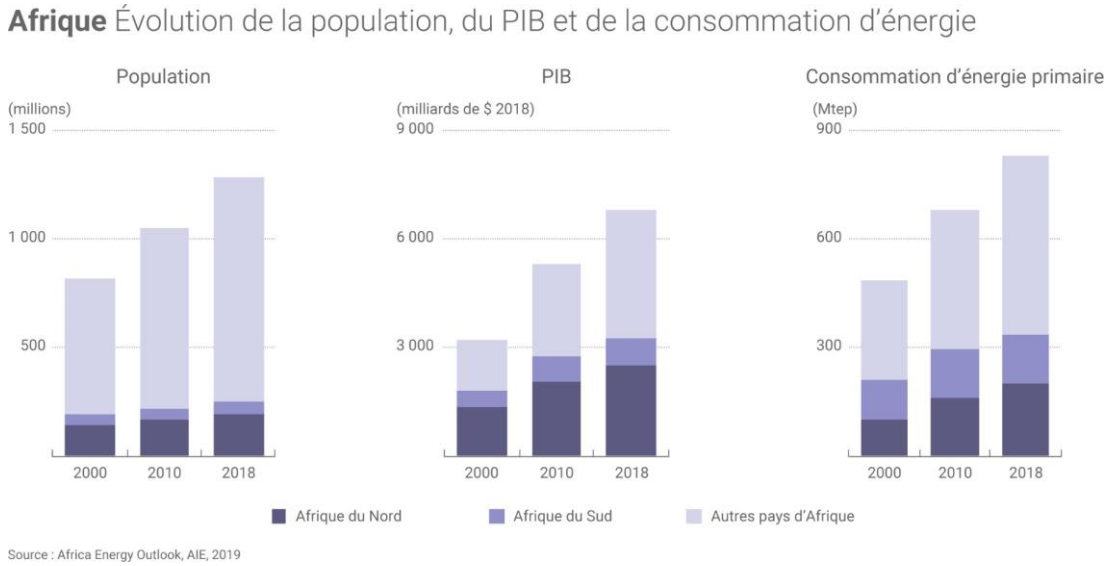
En grande majorité, les villes africaines fonctionnent grâce à de grosses usines pétrolières. Il y a une prolifération du nombre de panneaux solaires qui se retrouvent malheureusement souvent abandonnés Des projets de panneaux solaires et éoliens existent, mais sont souvent fonctionnels dans des endroits isolés. Il est difficile de dupliquer ces succès dans les grandes villes en raison de la forte demande en énergie. Il y a aussi des projets de barrages qui utilisent la pluie pour de l'énergie hydroélectrique. Malgré toutes ces initiatives, le pétrole

reste la principale source d'énergie, cela est notamment expliqué par la présence de nombreux pays exportateurs de pétrole tels que la RDC, le Nigeria et l'Angola, pour ne citer qu'eux. Ces pays font d'importants profits grâce au pétrole, ils ne voient par conséquent pas de raison de produire de l'énergie autrement.

Barrage de Soubré, Cote d'Ivoire

Quels sont les principaux enjeux liés à la consommation et à la gestion des énergies fossiles dans les villes africaines ? Qu'en est-il de leur accès ?

L'accès à l'énergie est particulièrement difficile, quiconque a vécu en Afrique est habitué au délestage. La demande d'énergie dans les villes africaines est croissante, et pour l'instant nous ne parvenons pas à diminuer le gap existant entre l'offre et la demande. La consommation par habitant est en nette augmentation avec de plus en plus de riches qui ont besoin d'énergie pour les climatisations et téléviseurs qui ornent leurs habitations. De ce fait, et en y ajoutant l'augmentation de la population, la demande énergétique devrait doubler en 20 ans.



Des études scientifiques ont montré qu'il existe une corrélation entre l'urbanisation et la consommation carbonée. Comment la question du changement climatique est-elle prise en compte dans les différentes politiques d'aménagement urbain sur le continent ?

La question du changement climatique n'est absolument pas prise en compte, en termes d'urbanisme, il n'y a aucune réflexion. La réflexion globale n'existe pas, on peut trouver des projets intéressants un peu partout, notamment le Maroc qui travaille énormément sur l'énergie solaire, avec une véritable volonté de changement. Malgré des projets à droite et à gauche, la question n'est pas débattue sur le terrain ni au niveau politique, il y a un réel déni ou une volonté de ne rien faire.

II . Villes nouvelles & corollaires (ville durable, smart-city, etc.)

Quelles appréciations générales faites-vous de la tendance de fabrique de villes nouvelles sur l'ensemble du continent africain ?

Les villes nouvelles ont du mal à se mettre en place sur le continent, celles-ci font complètement sens d'un point de vue démographique, mais dans les faits tout n'est pas aussi rose que dans l'idée. Il y a en effet une sorte de fantasme que dans ces villes tout ira mieux,

or si elles sont faites et conçues par les mêmes individus, il n'y a aucune raison qu'elle fonctionne mieux.

Dans le même temps, on est très peu patient avec les villes nouvelles, pour voir l'effet, il faut se donner du temps entre 40 et 50 ans. Au Maroc de nombreuses villes nouvelles ont été qualifiées d'échecs, il est cependant encore trop tôt pour avoir un avis aussi définitif. Il est trop tôt pour qualifier les villes de villes dortoirs, il n'y a peut-être pas encore d'activités, mais on ne crée pas d'activité d'un jour à l'autre. Il faut prendre le temps de regarder et s'il le faut modifier en fonction des premiers résultats. De plus, ces villes nouvelles semblent souvent être de grandes annonces politiques qui prétendent répondre à tous les problèmes urbains ce qui n'est pas possible.

4 villes nouvelles marocaines, Lematin.ma

Quelles sont les attentes à satisfaire en termes, par exemple, de services essentiels proposés ?

Il faut obligatoirement mettre en place un lien entre l'habitat et l'emploi. Il ne faut pas uniquement créer une mobilité entre cette ville nouvelle et d'autres endroits. Si on ne crée que de l'habitat sans emploi, on crée une ville dortoir et on augmente la mobilité pendulaire. Dans le même temps, s'il y a uniquement de l'emploi, on crée une zone industrielle et encore une fois on augmente la mobilité pendulaire. On préconise néanmoins de commencer par

l’habitat puis d’ajouter l’emploi.

Ces villes nouvelles s’inscrivent-elles dans une logique de réponse à de fortes demandes sociales des citadins africains ou plutôt dans une approche de marketing ou de concurrence internationale ?

C’est clairement une approche marketing. Néanmoins, ces villes peuvent, malgré tout de même, atteindre des objectifs sociétaux, et encore plus avec le privé qui est en capacité de financer des projets ambitieux. Le développeur peut être privé, car ce sont des projets souvent onéreux. Une grosse société africaine privée pourrait très bien investir dans les villes nouvelles.

Faut-il être optimiste pour l’avenir de la ville africaine ?

L’optimisme est de mise, les villes africaines sont les plus résilientes et efficaces, par exemple malgré les inondations les gens vont au travail. Pour les mêmes cas en Europe, les villes seraient paralysées. La seule limite à cette attitude positive est que les pouvoirs décisionnels n’ont pas forcément intérêt à ce que cela se passe bien. Tout est là pour être positif, il y a de nombreuses opportunités qu’il ne faut pas gâcher.

Il faut faire attention au fait que les intérêts vont vers le chaos. Par exemple, lorsqu'on veut utiliser les ressources d’un pays, le chaos est la meilleure chose. Le chaos est la manière la plus efficace de gouverner et la meilleure chose pour le profit des entreprises, encore une fois les ressources naturelles sont le nerf de la guerre. Il y a donc des raisons d’être optimiste, mais il faut garder en tête que tout le monde n’a pas intérêt à ce que cela se passe bien.

''Les intérêts vont vers le chaos. Le chaos est la manière la plus efficace de gouverner et la meilleure chose pour le profit des entreprises, encore une fois les ressources naturelles sont le nerf de la guerre. Il y a donc des raisons d’être optimiste, mais il faut garder en tête que tout le monde n’a pas intérêt à ce que cela se passe bien. "